

**Guinée - Déclaration conjointe de
M. François Hollande, président de
la République, et de M. Alpha
Condé, président de la République
de Guinée - Propos de M. Hollande**
(Paris, 11 avril 2017)

Mesdames, Messieurs,

J'accueille aujourd'hui le président de la Guinée, Alpha Condé, pour une visite d'État.

C'est la première fois dans l'histoire de nos deux pays que nous avons une réception à la hauteur de ce qu'est notre Histoire.

L'Histoire a été tumultueuse. Chacun ici s'en souvient. 1958, puis la rupture des relations diplomatiques pendant des années. Puis il y a eu, heureusement, la reconstruction. Alpha Condé a été un élément déterminant pour que nous puissions avoir entre la France et la Guinée cette amitié renouvelée. Cette visite d'État en est le symbole.

J'accueille aussi le président de l'Union africaine, car Alpha Condé a été élu dans cette responsabilité importante dans un contexte que chacun connaît, où il y a des conflits qu'il faut régler, il y a du terrorisme qu'il faut éradiquer et puis il y a l'unité politique de ce continent d'avenir qu'il doit, une fois encore, réaffirmer.

Nous avons travaillé ce matin pour signer un certain nombre d'accords et donner un sens nouveau à la relation entre la France et la Guinée.

D'abord, nous voulons qu'il y ait de l'exemplarité, notamment en matière d'énergie renouvelable. La Guinée va être une référence. Ségolène Royal y a beaucoup travaillé et nous avons fait en sorte que les premiers financements liés à l'accord de Paris sur le climat puissent trouver leur traduction en Guinée.

La France va accompagner ce processus avec l'Agence française de développement et des programmes ont été définis pour l'accès à l'eau, pour les infrastructures, pour le développement rural, pour les énergies.

Il y a un deuxième domaine qui est très important : la santé et la recherche. J'étais venu à Conakry, il y a deux ans, alors que le virus Ebola faisait ses ravages. Avec le président Alpha Condé, nous étions allés à l'hôpital de Conakry. J'ai encore ce souvenir dans la tête : ces

médecins, ces infirmières, ces bénévoles qui se dévouaient pour accueillir les malades, pour éviter que l'infection se propage, pour soigner, mais aussi nos chercheurs qui étaient là aussi pour trouver un vaccin.

Nous avons pu enrayer dans un premier temps et puis ensuite endiguer et éradiquer Ebola. Mais enfin il y a toujours des risques et c'est pourquoi nous avons voulu qu'à l'occasion de la visite du président Alpha Condé, l'on puisse renforcer la présence de nos instituts de recherche, Institut Pasteur et l'IRD, en Guinée.

Nous avons aussi voulu qu'avec l'OMS, nous puissions développer un partenariat et que les recherches vaccinales puissent se poursuivre.

Enfin, il y a de grands projets en Guinée pour assurer le développement, notamment en matière de services de télécommunications, services financiers, énergies - j'en ai parlé - les mines, les transports. Les entreprises françaises qui sont d'ailleurs présentes ce soir au dîner d'État sont largement mobilisées pour pouvoir répondre à tous les besoins.

Enfin je reviens sur les responsabilités qui sont celles du président Alpha Condé à la tête de l'Union africaine qui nous mobilise aussi, notamment en Afrique de l'Ouest contre le terrorisme. Je me souviens encore de ce qu'a été la position d'Alpha Condé au moment où la France a décidé d'intervenir au Mali. C'était tout à fait majeur que nous puissions avoir son appui. Puis nous avons encore l'opération Barkhane, nous luttons contre le terrorisme et nous avons également à agir dans la région du Lac Tchad contre Boko Haram, qui menace des populations, détruit des villages, et commet des massacres. Nous faisons en sorte d'agir aussi en Libye ; pour la Libye, le président Alpha Condé ne ménage pas sa peine pour rassembler les différents protagonistes.

Il y a encore un sujet de préoccupations que nous avons abordé qui est la République démocratique du Congo. Je fais confiance à l'Union africaine pour trouver les solutions de médiations indispensables. Parce que la France n'intervient pas comme une puissance tutélaire vis-à-vis de l'Afrique, ce temps-là est terminé.

La France n'intervient pas pour gérer ses propres intérêts. Elle a à faire valoir la qualité de ses entreprises.

La France n'intervient pas pour faire infléchir ou faire changer des règles politiques ou des régimes électoraux. La France est en soutien de l'Afrique parce qu'elle pense que ce continent a un grand potentiel, mais aussi des difficultés qu'il faut régler et que ce qui se passe en Afrique a des conséquences en Europe, ne serait-ce que l'immigration, le terrorisme, l'instabilité.

Donc notre intérêt commun, la France, l'Europe, l'Afrique, c'est d'agir pour le développement, pour la paix et pour la sécurité. C'est pourquoi il était si important que le président de l'Union africaine vienne ici.

C'est la dernière visite d'État que j'organise et je souhaitais que ce soit à la fois pour Alpha Condé, pour la Guinée et pour l'Union africaine./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)